

CHAPITRE 5

ÊTRE OUVRIER EN FRANCE AU XIX^E SIÈCLE

SUJET 1. 1892, JEAN JAURÈS ET LA GRÈVE DE CARMAUX

1 RAPPEL

La grande grève des mineurs de Carmaux en 1892

Tandis que Jean Jaurès est au repos, il n'est plus député depuis quelques années après avoir été battu, en août 1892 les mineurs de Carmaux **se mettent en grève**. La raison est simple : l'un d'entre eux, le secrétaire général du syndicat de la mine **jean baptiste Calvignac**, élu maire de leur ville lors des élections municipales du mois de mai, **vient d'être renvoyé par** la direction de la mine. Les raisons qui ont été avancées par ce renvoi semblent inacceptables aux grévistes. La direction de la mine prétexte qu'il **s'absente** de son travail pour remplir **ses fonctions électives**. La grève, qui sera la plus dure que la mine n'a encore jamais connue, oppose donc, dans un premier temps, Jean-Baptiste Calvignac aux dirigeants de la mine, le baron Reille, directeur de la mine d'une part, et le marquis de Solages, administrateur de la compagnie. Celui-ci est par ailleurs le propre gendre du baron Reille. Les mineurs déclenchent alors une grève pour soutenir Calvignac.

Bien vite, le mouvement de protestation **prend de l'ampleur**. Les cris de révolte retentissent et la direction de la mine intransigente ne revient pas sur sa décision qu'elle considère comme irrévocable. La grève alors devient **générale et mobilise les trois quarts des mineurs**. Devant le refus de dialogue de la direction, des violences se produisent et le bureau du directeur de la compagnie est mis à sac. Dix mineurs sont arrêtés et renvoyés à leur tour. Ce qui n'était qu'une grève devient **un mouvement social et son ampleur devient nationale**.

Le gouvernement envoie 1 500 hommes de troupe à Carmaux. Obéissant aux instructions du ministre de l'Intérieur le préfet défend les attroupements. Entre-temps, **Jean Jaurès, républicain convaincu, a entrepris de défendre les mineurs et le suffrage universel**. Il veut que la loi soit respectée pour tous et ne comprend pas qu'elle puisse faire le distinguo

entre les citoyens quel que soit leur rang social. Il le fait par le biais d'articles parus dans La Dépêche du midi. Il fait porter la responsabilité de la violence sur les dirigeants de la compagnie.

L'agitation gagnant Paris par l'entremise de Jaurès, après de long mois de grève le marquis de Solages démissionne de son mandat de député. Le président du Conseil qui a désapprouvé le marquis intervient en tant qu'arbitre : Calvignac est réintégré, c'est une première victoire qui est rehaussée par les grévistes réembauchés, à l'exception des dix mineurs condamnés en justice. Jean Jaurès salue cette victoire. Dès lors tout à change pour lui, il décide de s'engager auprès des socialistes. Dans la foulée, Jaurès est désigné candidat des ouvriers et des socialistes pour l'élection de député au siège laissé vacant par le marquis de Solages. Les voix des ouvriers lui donnent la victoire.

C'est naturellement l'engagement de Jaurès aux côtés de Calvignac et le soutien qu'il apporte à un ouvrier élu au suffrage universel qui lui permettent de se voir désigné comme leur candidat, comme le candidat des socialistes. (Site hautefort.com)

Ainsi entre 1855 et 1914, 14 grèves sont organisées, mais c'est surtout celle de 1892, longue de 72 jours, qui marquera l'histoire de ce mouvement. Pour la première fois, le soutien d'une personnalité politique se réclamant des ouvriers et l'union des travailleurs autour d'une cause commune conduisent les ouvriers à faire valoir collectivement leurs revendications et à faire plier l'adversaire. C'est un apprentissage pour le monde ouvrier qui, conduit par un meneur et mieux organisé, prend conscience de sa force.

Sujet traité

- **1892 : La grève de Carmaux et Jean Jaurès**

INTRODUCTION :

Présenter la ville de Carmaux et son activité.

Situer Jean Jaurès et sa profession à la même époque.

Les grèves y sont fréquentes. En 1892, Jean Jaurès, professeur de philosophie, soutiendra ardemment et publiquement les mineurs dans leurs revendications.

Problématiques

- Pourquoi les mineurs de Carmaux font-ils grève en 1892 ?
- Quel a été le rôle de Jean Jaurès lors de la grève des mineurs de Carmaux ?
- En quoi la grève de Carmaux est-elle représentative des revendications politiques des ouvriers à la fin du XIX^{ème} siècle ?
- Comment cet événement local devient-il un débat national renforçant chez les ouvriers la « conscience de classe » et soutenant les idées socialistes ?

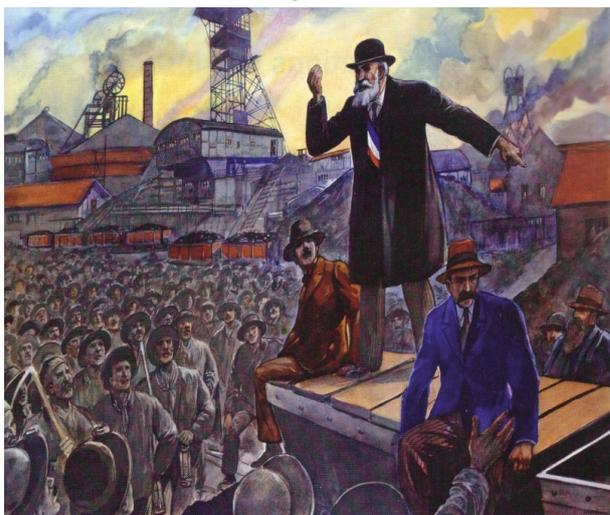
Documents

Liste des documents proposés :

Document 1 : la chronologie de la grève

15 MAI 1892	Victoire aux élections municipales de Jean-Baptiste Calvignac, ouvrier et secrétaire général du syndicat de la mine. Il devient maire de Carmaux.
2 AOÛT 1892	Renvoi de Calvignac par la Société des mines de Carmaux, en raison d'absences dues à l'exercice de son mandat.
AOÛT-SEPT	Grève générale de 2350 mineurs sur 3000. Arrestation et condamnation de 10 mineurs responsables de la mise à sac du bureau de la direction. Envoi par Loubet, président du Conseil, de 1500 hommes de troupe. Article de Jaurès, journaliste à La Dépêche : « La Compagnie, en faisant du bulletin de vote une dérision, a criminellement provoqué la violence des ouvriers. »
14 OCTOBRE	Devant l'agitation et son retentissement parisien à l'initiative de Jaurès, démission du marquis de Solages de son mandat de député de Carmaux.
30 OCTOBRE	Arbitrage de Loubet : Calvignac est réintégré, les grévistes, à l'exception des 10 condamnés, sont réembauchés. Jaurès conclut : « La victoire ouvrière de Carmaux donnera un élan nouveau à la démocratie. Elle excitera les travailleurs à se syndiquer plus largement. »
DÉCEMBRE	Désignation de Jaurès comme candidat des ouvriers et des socialistes, pour l'élection du siège laissé vacant par le marquis de Solages.
8 JANVIER 1893	Election de Jaurès. Il l'emporte avec 1172 voix d'avance, celles des mineurs de Carmaux.

Document 2 : Jaurès parlant aux ouvriers



Professeur, député républicain puis socialiste après 1893, Jean Jaurès participe à la création du Parti socialiste français (1902) et fonde le journal L'Humanité en 1904. Profondément

pacifiste, il est assassiné 3 jours avant le début de la Première Guerre Mondiale.

Document 3 : La condamnation de la grève

« Nous aussi nous défendons un principe, et c'est pour cela que nous résistons. [...] Il faut que cette question soit tranchée une fois pour toutes. Il est nécessaire que tous ceux qui ont en France 5, 10, 500, ou 3000 ouvriers à conduire soient désormais fixés sur la question de savoir s'ils sont maîtres chez eux ou s'ils doivent être exposés au désordre, à la ruine, à la déconsidération chaque fois que cela plaira à un agitateur socialiste ou à un syndicat. »

Extrait d'une interview du Baron Reille, Le Figaro, 10 octobre 1892.

Document 4 : La statue de Jaurès à Carmaux



Document 5 : Jaurès fait le bilan de la grève

« La grève de Carmaux est terminée. On en peut maintenant marquer les résultats. Ils sont grands, très grands et durables. [...] Il est certain maintenant qu'aucune compagnie, aucune société industrielle n'osera créer des difficultés aux ouvriers investis d'un mandat électif : le suffrage universel s'est défendu trop énergiquement pour qu'on puisse l'inquiéter de nouveau. Ainsi, toutes les agglomérations industrielles d'abord, et bientôt de proche en proche dans toutes les communes, les salariés auront une part de pouvoir administratif ; il y aura là pour le socialisme comme des forteresses locales, et de plus les travailleurs auront là un point d'appui pour envoyer des représentants dans toutes les assemblées. [...] La victoire de 3000 ouvriers permet d'affirmer que la solidarité des millions de salariés qui peinent en France aura raison de toutes les résistances.

Jean Jaurès, *La Dépêche*, 8 novembre 1892.

Document 6 : La profession de foi de Jaurès pour les élections législatives de 1893

Jaurès a été élu député quelques mois après la grève lors d'une élection partielle ; il prépare ici les élections générales de septembre 1893.

« Il y a six mois, vous m'avez fait votre député, avec le mandat de lutter pour la République sociale. [...] J'ai travaillé au programme du prolétariat agricole et du prolétariat industriel : j'ai défendu, dans la mesure de mes forces, les organisations ouvrières quand elles étaient menacées par l'arbitraire capitaliste ou l'arbitraire gouvernemental. Je me suis associé à l'énergique propagande socialiste qui arrachera la démocratie française à son sommeil découragé. [...] Aussi, de plus en plus, les cultivateurs s'uniront aux ouvriers pour l'émancipation commune du prolétariat tout entier. J'ai lutté pour les uns et pour les autres : je fais appel aux uns et aux autres.

www.assemblee-nationale.fr/

Questions de connaissances

1. Quel évènement déclenche la grève de Carmaux ? (doc. 1)
2. Soulignez la première décision prise par le gouvernement républicain face à la grève. (Doc.1)
3. Quel rôle joue Jaurès ? (Docs 1 et 2)
4. Quels mots utilise l'auteur de ce texte pour décrire la grève ? (doc.3)
5. Qui sont les responsables selon lui ? (doc.3)
6. Décrivez cette statue : personnes représentées, attitudes. Quel est l'effet recherché par la mise en scène ? (doc.4)
7. Dans quels domaines les ouvriers ont-ils obtenu des avancées ? (doc.5)
8. A quel parti politique Jean Jaurès appartient-il ? Que deviendra-t-il lors des élections ? (doc.5)
9. De quel type de document s'agit-il ? Relevez les mots qui indiquent que Jaurès, en 1893, a nettement choisi le camp du socialisme. (doc.6)

Synthèse proposée

Les mineurs de Carmaux se mettent en grève en août 1892 parce que l'un d'entre eux, le secrétaire général du syndicat de la mine, Jean-Baptiste Calvignac, élu maire de leur ville lors des élections municipales du mois de mai, a été renvoyé par la direction de la mine, sous prétexte qu'il s'absentait de son travail pour remplir ses fonctions électives. La grève oppose donc, dans un premier temps, Jean-Baptiste Calvignac aux dirigeants de la mine, le baron Reille, directeur de la mine d'une part, et le marquis de Solages, administrateur de la compagnie et gendre du baron Reille, d'autre part. Les mineurs déclenchent alors une grève pour soutenir Calvignac.

Elle devient générale et mobilise les trois quarts des mineurs. Des violences se produisent et le bureau du directeur de la compagnie est mis à sac. Dix mineurs sont arrêtés et renvoyés. Le gouvernement envoie 1 500 hommes de troupe à Carmaux, le préfet défend les attroupements. Entre-temps, Jean Jaurès a entrepris de défendre les mineurs et le suffrage universel. Il le fait par le biais d'articles parus dans La Dépêche. Il fait porter la responsabilité de la violence sur les dirigeants de la compagnie.

L'agitation gagnant Paris par l'entremise de Jaurès, le marquis de Solages démissionne de son mandat de député. Le président du conseil intervient en tant qu'arbitre : Calvignac est réintégré, les grévistes réembauchés, à l'exception des dix mineurs condamnés en justice. Jean Jaurès salue cette victoire.

Dans la foulée, il est désigné candidat des ouvriers et des socialistes pour l'élection de député au siège laissé vacant par le marquis de Solages. Les voix des ouvriers lui donnent la victoire.

C'est l'engagement de Jaurès aux côtés de Calvignac et le soutien qu'il apporte à un ouvrier élu au suffrage universel qui lui permettent de se voir désigné comme leur candidat, comme le candidat des socialistes. (Site académie d'Orléans)

SUJET 2 : 1936 : LES OCCUPATIONS D'USINES

Contexte et problématique

Au lendemain de la **victoire du Front populaire, un vaste mouvement de grève** se développe dans toute la France, provoqué par les nombreuses années de **frustrations sociales** engendrées par la crise et les espoirs importants soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les grèves débutent vers la mi-mai en province, aux usines Breguet du Havre, se propagent dans les entreprises aéronautiques (**Latécoère à Toulouse**) puis gagnent la région parisienne et les principales régions industrielles (Nord, Lyon) où elles paralysent les usines d'automobiles, les mines, la construction mécanique. En juin, de nouveaux secteurs sont atteints : bâtiments et grands magasins (Samaritaine, Galeries Lafayette à Paris). **À son apogée, le mouvement représente plus de 12 000 grèves** (dont 9 000 avec occupation d'usines) pour un total d'environ 2,5 millions de grévistes. Ces grèves **paralysent tout le pays** pendant plusieurs semaines : faute d'approvisionnement, de nombreux magasins

sont obligés de fermer et ne peuvent plus servir leur clientèle. **La France bourgeoise prend peur** : «Paris a le sentiment très net qu'une révolution a commencé» titre le journal conservateur L'Écho de Paris. Pour le monde patronal, ces grèves sont présentées comme le début d'un mouvement insurrectionnel encouragé par le parti communiste. **Le drapeau rouge** flottant sur de nombreuses usines occupées constitue à leurs yeux le symbole de cette volonté révolutionnaire.

Les historiens ont cependant montré que ce mouvement social de mai-juin 1936 n'avait pas ce caractère révolutionnaire que leur a prêté la bourgeoisie de l'époque. Au contraire, les grèves sont apparues le **plus souvent spontanées** et les syndicats n'étaient pas toujours à l'origine des arrêts de travail. Ils eurent d'ailleurs beaucoup de mal à encadrer et canaliser le mouvement. Les grèves de mai-juin 1936 ont surtout marqué les esprits car elles se sont accompagnées **d'occupations d'usines par les ouvriers**. C'est la «grève sur le tas» qui permet d'éviter toute tentative de «lock-out» de la part du patronat et de maintenir la cohésion et l'unité des grévistes. Pour le patronat, ces occupations d'usines constituent une véritable atteinte au droit de propriété et une remise en cause de leur autorité. Lors de ces occupations d'usines, les travailleurs se montrent toutefois particulièrement **respectueux du matériel et des locaux**, ce qui une fois encore, permet de nuancer le caractère insurrectionnel du mouvement. L'objectif pour les ouvriers n'est pas de tout détruire et de se révolter mais **simplement de revendiquer une nouvelle place au sein de l'entreprise**, de connaître une amélioration de leur représentation et de leurs conditions de travail, de montrer que l'usine n'appartenait pas qu'au patron. Cette occupation d'usine se déroule le plus souvent dans une atmosphère de fête, qui est restée dans la mémoire ouvrière, et dont la philosophe Simone Weil a laissé une bonne description dans son ouvrage La condition ouvrière : «indépendamment des revendications, cette grève en elle-même est une joie. Une joie pure». Des pique-niques prolongés sont improvisés dans les cours d'usines, des bals organisés au son de l'accordéon.

Ce mouvement de grève exerce une **pression importante sur le nouveau gouvernement dirigé par Léon Blum**, obligé d'adopter très rapidement un large volet de **lois sociales** afin de mettre un terme aux occupations d'usines et de permettre la remise en route économique du pays. Dès le 5 juin 1936, à l'Hôtel Matignon (siège de la Présidence du Conseil), Blum réunit ainsi les représentants du patronat (CGPF) et ceux du monde ouvrier (CGT). Jouant un rôle d'arbitre entre les deux parties, le gouvernement permet l'adoption **des «accords Matignon»**, signés le 7 juin 1936, prévoyant une augmentation générale des salaires, l'établissement de contrats collectifs de travail, l'institution de délégués du personnel dans les établissements employant plus de 10 salariés. Ces accords seront complétés par **deux autres lois votées par le Parlement** : la **loi sur les congés payés** et **celle limitant la durée du travail à 40 heures** par semaine. En contrepartie des accords Matignon, la CGT s'engage à faire cesser le mouvement de grève, ce qu'elle aura beaucoup de mal à mettre en œuvre, malgré l'insistance de ses cadres et du dirigeant communiste Maurice Thorez («il faut savoir finir une grève») : ce n'est que pendant la première quinzaine de juillet, soit plus d'un mois après les accords Matignon, que le mouvement de grève cesse définitivement.

Problématique :

Pourquoi les grèves de 1936 restent, encore à ce jour, un événement de référence dans l'histoire du mouvement ouvrier français ?

Documents

Document 1 : Les effectifs ouvriers en France (1780- 1975), manuel Nathan 1ère bac pro 3 ans, 2009

ANNÉES	1780	1840	1870	1911	1931	1975	1999
NOMBRE D'OUVRIERS EN FRANCE (EN MILLIONS)	0.4	1.2	3	4.7	7	8.5	6

Document 2 : Témoignage de Simone Weil

J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé une heure ou deux avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourire, tant de paroles d'accueil fraternel. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus les doigts, elles ne font plus mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas. Et puis, quoi qu'il arrive, on aura toujours eu ça. Pour la première fois et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission

D'après Simone Weil, «Visite à un atelier parisien», La Révolution prolétarienne, 10 juin 1936.

Document 3 : Les caractères du mouvement français

1° Les ouvriers français ne sont pas armés. Des services de sécurité veillent aux portes des entreprises, mais pratiquement, leur rôle consiste plus à surveiller l'entrée et la sortie du personnel qu'à s'opposer à des interventions policières ou fascistes. Il est certain néanmoins que la mobilisation ouvrière est si avancée qu'à la moindre alerte les ateliers occupés de façon pacifique et souriante se transformeraient en forteresses imprenables [...]

2° les occupations ne s'accompagnent pas d'exploitation directe ; les stocks de matières premières restent intacts ; les problèmes de financement et de monnaie peuvent se poser.

3° Les violences sont l'exception ; les déprédations, purement accidentelles, et limitées le plus souvent à des vitres brisées, sont réparées sur le champ. On ne signale ni vol d'outillage ou de matières premières, ni détournements de marchandise dans les magasins de détails. (Juin 36, Jacques Danos, Marcel Gibelin, Les Bons Caractères (1 juin 2006)

Document 4 : la Une du journal « L'Humanité » du 4 mai 1936**Document 5 : le Front populaire ?**

Le 3 mai 1936 a lieu en France le deuxième tour des élections législatives. Le scrutin donne la majorité à une coalition de gauche, le Front populaire, conduite par un chef charismatique, le socialiste Léon Blum (64 ans).

Une victoire longtemps attendue.

Le Front populaire est une alliance électorale conclue deux ans plus tôt par les trois grands partis de gauche : le parti communiste de Maurice Thorez, le parti socialiste de Léon Blum et, plus près du centre, le parti radical-socialiste d'Édouard Daladier. Sa victoire soulève dans les classes populaires un espoir d'autant plus grand que le pays est tétanisé depuis plusieurs années déjà par la crise économique dérivée du krach de Wall Street de 1929. (Site : *Hérodote.fr*)

Document 6 : Le ravitaillement des grévistes de la Samaritaine, juin 1936 (photo Roger-Viollet)

<http://www.parisenimages.fr/>

Document 7 : Les syndicats en France

Un syndicat est une association de personnes dont le but est de défendre les droits et les intérêts sociaux, économiques et professionnels de ses adhérents. En France, les syndicats se distinguent des partis politiques, bien que des liens puissent exister entre eux, car leur but n'est pas de gouverner mais d'améliorer les conditions de travail.

La liberté syndicale a été reconnue en France par la loi dit Waldeck-Rousseau de 1884. Elle rompt avec la loi Le Chapelier, qui pendant la Révolution française (1791) avait interdit tout groupement professionnel. Le droit d'adhérer à un syndicat et de défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale a été ensuite réaffirmé dans le préambule de la constitution de 1946. Le paysage syndical français, très fragmenté, est le fruit des luttes syndicales du XXe siècle. L'État a reconnu comme représentatives cinq confédérations syndicales auxquelles il accorde le droit de négocier et de conclure des accords dans tous les secteurs (arrêté du 31 mars 1966). Il s'agit de la Confédération générale du travail (CGT) créée en 1895, de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) créée en 1919, de Force ouvrière (FO) née d'une scission avec la CGT en 1948, de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) créée en 1964, et de la Confédération générale des cadres (CGC) créée en 1944.

Depuis les années 1980-1990 et l'éclatement du paysage syndical au sein du monde enseignant, d'autres organisations sont apparues renforçant le pôle syndical autonome, d'une part, et celui des syndicats plus revendicatifs, d'autre part, proches des mouvements associatifs et de l'extrême-gauche. Le patronat est représenté depuis 1998 par le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) qui a succédé au CNPF (Conseil national du patronat français) créé en 1946.

Bien qu'il existe des particularités, généralement les syndicats sont organisés de la manière suivante :

- A leur tête, une personne, souvent appelée secrétaire général, élue par les instances du syndicat ;
- Au niveau national, des organes délibérants sont chargés de définir les grandes orientations du syndicat et d'assister le secrétaire général
- Au niveau local existent des fédérations (départementales ou régionales)
- La section syndicale, présente dans les entreprises, constitue la cellule de base du syndicat. (site vie publique.fr)

SUJET 3 : ÊTRE OUVRIER A...

Il vous est proposé une liste de documents pour procéder vous-même à une recherche et à une construction de dossier.

- **Vidéo :**

Les grèves de mai – juin 1936, ina.fr, 2'15"

- **Textes :**

Discours de Léon Blum à la chambre des députés, 6 juin 1936

L'homme de fer, PU de Nancy, 1987

- **Définitions :** Grève /Syndicalisme/Partis
- **Tableau :** Les fendeurs d'ardoise L. Alleaume 1887

- **Graphique** : évolution de l'emploi 1806 – 2000 (www.societal.fr)
- **Photo** : ouvriers au café 1910 Affiche C.G.T. 1919 (www.histoire-image.org)
- **Graphique** : équipement ménager des ouvriers 1953 – 1975

Présenter ce que ces documents nous apprennent du monde ouvrier à l'époque concernée.